

#### 4 -Centre de consultation poste-traumatique

#### Groupe communiste – Marie-Annick BENATRE

Madame le Maire, cher.e.s collègues,

Au-delà de la mise en œuvre d'un engagement de campagne, avec la réalisation de ce projet, notre majorité de gauche contribue concrètement à la lutte contre les violences faites aux femmes, de la sensibilisation à l'accompagnement des femmes.

Cette lutte est d'autant plus d'actualité au regard de l'horreur des 119 féminicides perpétrés depuis le début de l'année. Le féminicide est l'expression la plus violente et la plus ultime du patriarcat et des inégalités qui persistent entre les femmes et les hommes. L'ampleur du phénomène est politique et appelle une véritable réponse politique.

Malheureusement, les mesures annoncées par le gouvernement ne sont pas à la hauteur de la gravité du fléau.

Ainsi, l'accès prioritaire à l'hébergement ou au logement social pour les victimes n'a pas été renforcé, tout au contraire. La réforme tarifaire des Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) de 2018 vise une économie budgétaire de 57 millions d'euros sur quatre ans. La spécificité des établissements existants, recevant des publics particulièrement vulnérables comme les femmes victimes de violences n'a pas été prise en compte, entraînant le risque de fermeture de milliers de places alors même que des collectivités, comme la notre, se battent pour l'ouverture de nouveaux centres dédiés.

Les associations de lutte contre les violences conjugales, le Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, chiffrent à un milliard d'euros minimum la mise à l'abri et la prise en charge des victimes de violences conjugales alors que le gouvernement n'en propose que 5 millions d'euros.

Enfin, alors que les associations attendaient une augmentation du budget du secrétariat d'État à l'Égalité femmes-hommes, les arbitrages du projet de loi de finances 2020 annoncent une baisse de son budget ! C'est à peine croyable, quand le Président de la République a prétendument fait de cette question la « grande cause du quinquennat ».

Chaque année en France, plus de 200 000 femmes déclarent avoir été victimes de violences conjugales et 580 000 femmes font face à des violences sexuelles. Sur la métropole nantaise, l'Agence d'études urbaines (AURAN) estime à 24 500 le nombre de femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles. Le rapport égalité femmes/homme de la ville de Nantes fait état de 12 000 femmes victimes de violences physiques ou sexuelles, 1000 de la part de leurs conjoints.

Unique en France par son approche globale et pluridisciplinaire, ce centre ouvert 7 jours sur 7 - 24h sur 24 - va accueillir gratuitement les femmes victimes de violences et leurs enfants, avec une réponse professionnalisée pour mieux les aider à s'autonomiser, se réparer et aller de l'avant.

Dans le même temps, il nous faut poursuivre les actions de prévention et d'éducation comme nous le faisons dès le plus jeune âge, en appui avec la santé scolaire, pour éduquer les jeunes enfants dans les rapports filles/garçons ou pour travailler sur leurs compétences psychosociales. Comme il faut, en lien avec les associations œuvrer à faire vivre l'égalité dans les quartiers, l'égalité dans la culture, dans la collectivité.

Comme on le voit, il n'y a aucune fatalité, des mesures concrètes de politiques publiques sont possibles pour mettre fin aux inégalités femmes-hommes, aux discriminations, aux violences, aux féminicides.

C'est pourquoi, on trouvera toujours les élu.e.s Communistes et Républicains au côté des associations nantaises pour œuvrer à cette grande cause et stopper cette spirale dramatique.

Merci de votre attention